



Sur le chemin vers le village de Makéra, les greniers à céréales se succèdent. Beaucoup sont vides. Dans d'autres villages, des banques alimentaires ont mis fin à la malnutrition.

période morte, nous parvenons à cultiver des choux, des tomates, des poivrons, des oignons, des patates douces, des salades, des carottes et des pommes de terre. Nous avons beaucoup de terrains et nous aimerions pouvoir y travailler toute l'année. Mais pour l'instant, ce n'est possible que pendant trois mois. C'était plus facile quand la pluie durait plus longtemps, même si on était moins organisés.

Se faufilant entre des grappes de mil et de sorgho, Issou Hama, un producteur, abonde. «Nous avons un problème pour irriguer les terres. Tout doit se faire à la main avec une épauvette. Ce serait plus facile si on avait des pompes. Nous manquons aussi d'outils, de charrettes et de charrues. Ça, c'est le problème des hommes. Mais le manque d'outillage touche aussi les femmes, qui doivent piler le mil pour le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner avec un mortier. Ça prend des heures, elles sont épuisées. Je pense que la situation est beaucoup plus compliquée pour elles parce qu'elles n'ont pas de revenus. Elles aimeraient vendre des galettes et des condiments, extraire de l'huile d'arachide, fabriquer des cosmétiques... Mais les possibilités sont encore trop limitées.»

Un désir d'autonomie

Ici comme ailleurs, l'exode des hommes soulève la question de l'émancipation des femmes. À Koudou Saley, alors que le village se rassemble pour procéder aux présentations d'usage, la représentante des femmes se lève et entame un discours enflammé,

avant même que le chef du village n'ait pris la parole. «Les femmes ont besoin d'opportunités! Les hommes nous laissent seules et nous ne pouvons rester là, à attendre que l'argent tombe du ciel. Nous devons pouvoir prendre soin de nous. Il faut faire quelque chose!», s'élançait-elle, torse bombé, mains vissées sur les hanches.

Quand la saison sèche arrive à Toudou Kelima, «pour les hommes, c'est sauve-qui-peut. Nous devons nous débrouiller seules... Mais nous sommes plus libres aussi», explique Mariama. Les envies de ses voisines tournent autour de la lutte contre la pauvreté et le chômage, l'achat de bics et de cahiers pour leurs enfants, un meilleur accès à l'eau. Mais surtout, continuer à apprendre à lire et écrire. «Combattre l'illettrisme, c'est une des meilleures choses qui nous soient arrivées. On n'ose plus donner notre opinion», sourit une autre Mariama, en prenant la pose devant les murs craquelés de

sa case, sur lesquels elle a écrit des chiffres et quelques lettres de l'alphabet latin. Aïcha, récemment divorcée, partira bientôt à Zinder, la ville la plus proche, pour mendier, faire la vaisselle ou le ménage là où elle le pourra. Hadisa aussi, peut-être, selon les montants envoyés par son mari. «Si j'avais suffisamment d'argent, j'irai en Libye, même si je sais que c'est très dangereux.»

Des hommes contraints au départ

Dans les coins de brousse orphelins de projets

de développement durable, l'exode est partout. À Makéra, chaque homme est déjà parti, revenu et reparti, dont la grande majorité vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Assis en demi-cercle, ils sont unanimes: bien sûr, ils préféreraient rester.

Mais le manque de travail après la culture des terres ou l'épuisement trop rapide des récoltes ne leur laisse guère le choix. «Après les travaux champêtres, je suis parti au Cameroun pendant deux ans. À l'étranger, on te fait sentir que tu n'es pas chez toi et il faut payer à chaque frontière. C'est mieux de rester au pays et de trouver un petit job. Mais depuis mon retour, je ne trouve rien. Si ça ne change pas, je vais devoir repartir», raconte Bassiri Hissa, rentré il y a deux mois. Maman Lawan, époux de deux femmes et père de huit enfants, s'est rendu à deux reprises au Gabon, via le Nigéria. «Chaque fois, j'y suis resté deux ans. Deux ans pendant lesquels je n'ai pas vu grandir mes enfants et où je dormais dans la rue. J'ai été coiffeur traditionnel et j'ai fait des manucures pour envoyer de l'argent à la maison.»

Prévisible d'année en année, le voyage n'est jamais entrepris de gaieté de cœur. «J'ai vécu comme un SDF du lever au coucher du soleil au Nigéria. Et les voyages coûtent de plus en plus cher à cause de la multiplication des départs. La première fois j'ai payé 45 000 francs CFA, la deuxième 50 000, la troisième 60 000. J'en ai tellement fait que je n'ai plus besoin de passeur. L'année passée, je suis parti avec huit autres personnes du village. Mon souhait, c'est que Dieu amène quelque chose pour que je reste dans mon village», assène Yayamena Sara.

Dans le village de Makéra, les hommes sont unanimes: bien sûr, ils préféreraient rester chez eux. Mais ils n'ont guère le choix.